CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE

# ENTRE-LES SOUSSIGNES

La société **IKA SOLUTION LTD**, Société à Responsabilité Limitée (SARL) au capital social de un million (1 000 000) de FCFA, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro RCCM N° BF-OUA-01-2020-B13-10626 du 09/11/2020, IFU N° 00147112U du 13/11/2020, dont le siège social est sis à Ouagadougou secteur 26, Arrondissement 06, Avenue de la Dignité, 08 BP 11381 Ouagadougou 08, Burkina Faso, Tél.: (226) 25655954/72089090, Email: [infos@ikasolution.com](mailto:infos@ikasolution.com), site web: [www.ikasolution.com](http://www.ikasolution.com), représentée aux fins des présentes par Monsieur **Yaya OUATTARA**, son Directeur Général, ayant tous pouvoirs à l’effet des présentes ;

Ci-après appelé, **«** **l’employeur »**

**D’UNE PART ;**

#### ET

**M. OUE SERGE GEDEON,**né le 29/08/1998 à Bangolo/Côte d’ivoire, de nationalité Ivoiriennedemeurant à Abidjan/ Yopougon, tel +225 07 88 25 43 71, titulaire de la Carte Nationale d’Identité Ivoirienne n° CI002476534 du 17/11/2031 délivrée par l’Office National d’Identification de Côte d’ivoire.

Ci-après appelé, **« l’employé** **»**

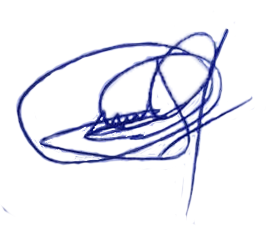
**D’AUTRE PART.**

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT**

**Article 1 : Nature et Objet du contrat**

Les parties conviennent expressément qu’il s’agit d’un contrat de travail régi par le code du travail en vigueur au Burkina Faso.

### La **société IKA SOLUTION LIMITED** engage par les présentes **M. OUE SERGE GEDEON** en qualité de **Développeur Full Stack.**

**M. OUE SERGE GEDEON** qui déclare expressément être mi-libre de tout engagement professionnel accepte le poste de **Développeur Full Stack** dont les attributions détaillées sont évoquées sur la fiche de poste, le tout aux conditions légales et celles contractuelles ci-après.

**Article 2 : Lieu d’affectation**

Compte tenu de la nature de ses attributions, l’employé sera affecté à Abidjan, en télétravail, toutefois en fonction des nécessités de service, il pourra être affecté à tout autre lieu d’intervention de commun accord.

**Article 3 : Durée**

Le présent contrat est conclu pour une durée déterminée **de (03) trois mois** à compter du **01/12/2023** au **29/02/2024.**

**Article 4 : Obligations des parties**

L’employeur s’engage à faciliter la bonne exécution par l’employé de ses prestations et s’oblige en conséquence à :

* Fournir à l’employé toutes informations utiles à l’exécution de ses prestations ;
* Respecter les obligations légales et contractuelles notamment le paiement régulier des rémunérations ;
* Payer le salaire convenu aux échéances légales.

L’employé s’oblige à l’exécution scrupuleuse de ses obligations et attributions fixées par l’employeur et considérées comme substantielles.

Il s’engage à exercer ses fonctions avec rigueur et conscience professionnelle.

Il s’engage en outre à se conformer aux directives et instructions qui lui seront transmises par ses supérieurs hiérarchiques, à respecter les lois et règlements en vigueur au Burkina Faso, à s’abstenir de toute activité ou déclaration qui pourrait léser les intérêts de l’employeur ou nuire à son image de marque.

**Article 5 : Rémunération**

L’employé percevra un salaire mensuel se décomposant comme suit :

Salaire de base 123 399 Francs CFA

Indemnité de logement 50 000 Francs CFA

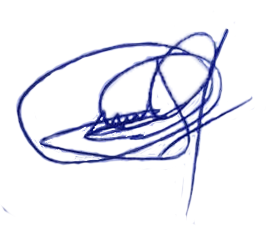
Indemnité de transport 25 000 Francs CFA

Indemnité de fonction 25 000 Francs CFA

Soit un total de **223 399** **Francs CFA**

Cette rémunération sera soumise aux retenues obligatoires telles IUTS et CNSS.

L’employé percevra un salaire mensuel net assortie des retenues de **200 000 Francs CFA net**.



**Article 6 : Avantages**

En sus de la rémunération ci-dessus, l’employé bénéficiera des indemnités et avantages liés à sa fonction selon la politique de l’entreprise.

**Article 7 : Durée Hebdomadaire de travail**

L’employé est soumis à la durée hebdomadaire de quarante heures (40) heures, à raison de huit heures (08) par jour.

Cependant au regard de l’activité de l’employeur, l’employé pourrai être soumis à une durée de quarante-huit (48) heures correspondant aux six (06) jours d’ouverture de l’établissement.

**Article 8 : Discipline et horaires de travail**

L’employé s’engage à consacrer tout son temps et toute son activité au service de l’employeur. Il s’oblige, eu égard à la spécificité de l’activité de l’employeur à respecter scrupuleusement les horaires de travail, consignes et directives qui lui seront communiqués ainsi que la discipline en vigueur chez l’employeur.

Les horaires de travail sont de **08 à 18h** avec une pause n’excédant pas **2H** entre **12h30 et 14H30** cela est susceptible de changement suivant le plan de rotation établi par l’employeur.

Les heures de travail effectuées au-delà de la durée légale hebdomadaire ci-dessus sont considérées comme heures supplémentaires et ouvrent droit à une majoration du salaire ainsi qu’il suit :

* 15 % de majoration pour les heures effectuées de la 41e à la 48e heure,
* 35 % de majoration pour les heures effectuées au-delà de la 48e heure,
* 60% de majoration pour les heures effectuées de jour les jours fériés,

**Article 9 : Congé**

L’employé bénéficiera d’un congé deux jours et demi (2,5) ouvrables par mois. La période de congé sera déterminée d’accord parties et compte tenu des nécessités du service.

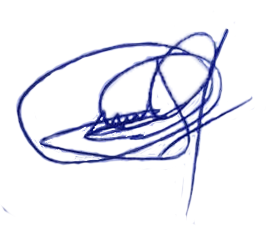
Le droit à la jouissance du congé n’est acquis qu’après une période minimale de service effectif de douze (12) mois.

**Article 10 : Résiliation**

Le contrat ne pourra cesser avant terme que dans les conditions légales notamment en cas de faute lourde, de force majeure ou d’accord parties.

**Article 11 : Modifications**

Le présent contrat peut être modifié d’accord parties par voie d’avenant.



**Article 12 : Maladies, Permissions absences**

En cas d’incapacité de travailler pour cause de maladie ou d’accident, l’employé est tenu d’avertir personnellement ou par personne interposée l’employeur par message ou appel, il produira un certificat médical dressé par une structure de santé ou un médecin attestant de sa situation d’incapacité à travailler.

Toute permission d’absence fera l’objet d’une autorisation couvrant une période que l’employeur décidera en fonction de la situation en cause.

Il en est de même des permissions exceptionnelles accordées à l’employé à l’occasion d’évènement familiaux touchant directement son foyer.

A défaut, toute absence sera considérée comme non justifiée et déduit du salaire.

**Article 13 : Litiges et conciliation**

Les parties s’accordent à soumettre le présent contrat aux dispositions régissant les relations de travail au Burkina Faso.

Toutefois, en cas de litige, les parties s’engagent à privilégier le règlement à l’amiable. Si elles ne parviennent pas à un compromis, compétence est donnée au Tribunal du Travail de Ouagadougou.

**Article 14 : Obligations de réserve et de loyauté**

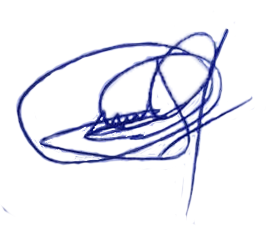
L’employé s’engage à garder confidentiel toutes informations dont il aurait eu connaissance à l’occasion de l’exercice de ses fonctions. Il s’engage à ne point divulguer ni utiliser lesdites informations et connaissances en dehors des exigences normales de ses fonctions.

Il s’engage à exercer ses fonctions en toute loyauté.

Les parties s’engagent à exécuter de bonne foi les dispositions du présent contrat.

**Fait sur quatre pages en deux (02) exemplaires originaux**

**Ouagadougou, le 30/11/2023**

Pour la société L’employé

**Yaya OUATTARA**

**Directeur Général oue serge gedeon**